

Netanyahu instrumentalise l'Holocauste pour brutaliser les Palestiniens

Netanyahou n'a pas inventé l'idée de tirer parti de l'Holocauste à des fins politiques. Pourtant, il conduit cette déchéance vers de nouvelles bassesses, dépouillant les Palestiniens de leurs droits fondamentaux au nom des survivants de l'Holocauste.

Hagai El-Ad – 23 janvier 2020

Benjamin Netanyahu n'a pas inventé l'idée de tirer parti de l'Holocauste à des fins politiques. Pourtant, comme tant d'autres dans la politique israélienne actuelle, il va même jusqu'à conduire cette déchéance vers de nouvelles bassesses.

Selon le Haaretz, le Premier ministre d'Israël a l'intention d'exploiter le cinquième Forum mondial sur l'Holocauste – qui se tient cette semaine à Jérusalem pour commémorer le 75^e anniversaire de la libération d'Auschwitz – pour appeler les dirigeants du monde à soutenir la position intéressée d'Israël selon laquelle la Cour pénale internationale de La Haye n'a aucune compétence dans les territoires palestiniens occupés.

Netanyahu s'est lancé dans cet exercice 48 heures à peine après l'annonce le mois dernier, par la procureure de la CPI, Fatou Bensouda, après cinq années d'étude préliminaire,

qu'elle était prête à ouvrir une enquête sur les crimes de guerre potentiels commis en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en attendant une décision judiciaire de la CPI sur la compétence.

Sans perdre de temps, Netanyahu lui a répondu que « les nouveaux décrets ont été publiés contre le peuple juif – des décrets antisémites, par la Cour pénale internationale ».

Cette reformulation cynique est stupéfiante, tant intellectuellement que moralement.

Les Palestiniens qui vivent sous l'occupation israélienne sont un peuple privé de ses droits. Depuis des décennies, leur existence est gouvernée par les caprices arbitraires de leur occupant. Ils ne peuvent pas voter pour le gouvernement qui contrôle chaque aspect de leur vie. Ils n'ont aucune armée pour se défendre. Ils n'ont aucun contrôle sur les frontières de leur propre territoire, ni aucune capacité à voyager à l'étranger, ni même sur le temps qu'il leur faudra pour se rendre dans la ville palestinienne la plus proche – si même ils y sont autorisés.

Ils n'ont pas davantage de recours à la justice à travers les mécanismes juridiques d'Israël. Les procureurs et les juges israéliens traitent les Palestiniens dans les territoires occupés à travers un « système judiciaire » qui prononce leurs condamnations à un taux de près de 100 %. Dans le même temps, ce système travaille à assurer l'impunité aux forces de sécurité israéliennes, lesquelles les tuent, les maltraitent, ou les torturent.

Pour les Palestiniens, littéralement, la Cour pénale internationale est leur tribunal de dernier recours. Pourtant, Netanyahu, soutenu par l'ensemble des dirigeants politiques d'Israël, tente quand même de réprimer ce faible espoir.

Comme il est déshumanisant d'insister sur le déni à ce peuple de ce dernier recours à un minimum de justice, même incertaine, tardive. Comme il est dégradant de le faire en se mettant sur les épaules des survivants de l'Holocauste, insistant sur le fait que, en quelque sorte, cela se fait en leur nom.

Quel manque de mémoire historique et de portée morale il faut pour ignorer la leçon essentielle que le monde a glanée sur les cendres des années 1940 : qu'aucun être humain ne devait, en aucune circonstance, être laissé dépourvu de droits, précisément parce que – comme le déclare la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 – « la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité ».

Mais Netanyahu va encore plus loin, soutenant que les mêmes cendres donnent lieu à la conclusion inverse : qu'il existe un peuple – le peuple palestinien – qui devrait rester privé de droits en toutes circonstances.

Une vie nue sans terre ni bulletin de vote, sans tribunal ni justice. Où la liberté de mouvement ne s'étend que jusqu'au check-point le plus proche. Où les soldats peuvent entrer dans n'importe quelle maison, à n'importe quel moment. Où la seule constante est le si peu de contrôle que l'on a sur sa vie.

Honte à vous, Premier ministre Netanyahu. Honte aussi, à chaque dirigeant dans le monde qui accepte la parodie visant à assimiler la tentative d'un peuple à obtenir justice à de l'antisémitisme. Adopter cette lâche position ne fait pas seulement que trahir l'espoir des Palestiniens en la liberté et la dignité. Cela participe aussi à la mort lente des leçons qui ont guidé l'humanité pendant ces 75 ans passés et se retrouvent submergées maintenant dans la marée autoritaire qui monte dans le monde entier.

Cela n'est pas le monde que l'humanité a essayé de construire après la Deuxième Guerre mondiale, après l'Holocauste – non, c'est le monde de Poutine et de Trump, de Modi et Orban, de Netanyahu et Bolsonaro. En effet, nous vivons déjà dans leur nouveau monde, lâche. Pourtant, il nous revient encore, à nous, de décider s'il faut laisser les douloureuses leçons du passé se vider de leur sens afin de poursuivre l'oppression – ou s'il faut rester fidèle à notre vision de la liberté et de la dignité, de la justice et des droits, pour tous.

Hagai El-Ad est directeur exécutif de B'Tselem.

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Haaretz](#)